



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Hatice Özlücanbaz, *Président du Conseil* ;
Emir Kir, *Bourgmestre* ;
Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, *Échevin(e)s* ;
Ahmed Medhoune, Philippe Boïketé, Halil Disli, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Pascal Lemaire, Halit Akkas, Seydi Aktas, Nouhayla Loukili, Matchozi Stéphanie Ngongo, Gabriella Mara, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Filip Huyghe, Saïd Benhammou, Aynur Ünver, Yanti Vermeulen, Moustafa Daoud, *Conseillers communaux* ;
Marie-Rose Laevers, *Secrétaire communale*.

Excusé

Ismail Luahabi, *Conseiller communal*.

Séance du 29.04.26

#Objet : Ordonnance de police interdisant la vente et la consommation de boissons alcoolisées dans le quartier Nord et aux alentours #

Séance publique

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119 *bis* et 135, § 2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 02 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'Arrêté du Ministre-président du 27 mars 2026 modifiant , en ce qui concerne la prise de mesures de police administrative complémentaires, l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Considérant que l'Arrêté du Ministre-président du 2 avril 2024 précité liste certains quartiers dont le quartier « Gare du Nord », dans lesquels les menaces à l'ordre public sont particulièrement concentrées;

Considérant que l'Arrêté susmentionné prévoit en conséquence un certain nombre de mesures de police administrative en vue de lutter contre les nuisances et violences liées au trafic, à la vente et à la consommation de drogues dans ces quartiers;

Considérant que ces mesures de police administrative que l'Arrêté du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurent, firent l'objet de plusieurs arrêtés ultérieurs de prolongation adoptés les 1^{er} octobre 2024, 26 février 2025, 28 août 2025 et 2 mars 2026;

Considérant l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, font partie des mesures de police administratives susmentionnées;

Considérant qu'il existe en effet un lien réel d'une part, entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants (et dès lors du trafic qui y est lié) et, d'autre part entre la consommation d'alcool et le passage à l'acte violent et les incivilités d'après l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2026;

Qu'un tel lien est objectivé tant par des études et des données statistiques (voir notamment, pour ce qui est du lien entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants), le « Rapport européen sur les drogues 2025 » de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues, ainsi que le rapport de recherche « Consommation » de crack dans l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale », co-rédigé par safe-brussels, l'Université de Gand et l'Institut voor sociaal drugsonderzoek) que des données émanant des services de police;

Que la combinaison de ces deux phénomènes entraîne des conséquences certaines tant sur le plan des nuisances que celui de la violence causées dans l'espace public en sorte qu'il en résulte un réel sentiment d'insécurité dans le chef de la population et singulièrement des résidents du quartier Nord;

Que les phénomènes précités constituent ainsi un trouble à l'ordre public, compris dans toutes ses composantes que sont la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité publiques;

Considérant qu'il y a lieu de délimiter géographiquement et ce conformément aux Arrêtés susmentionnés, le périmètre exact du « Quartier Nord » dans lequel s'appliqueront l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept;

ORDONNE :

Article 1

La présente ordonnance s'applique dans le périmètre ci-annexé et délimité par :

- Rue Gineste
- Place Saint-Lazare
- Boulevard Saint-Lazare : du n°1 jusqu'au croisement avec le boulevard du Jardin Botanique
- Place Rogier
- Place du Nord : jusqu'au croisement avec la rue du Progrès
- Gare du Nord : toute la partie se trouvant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Rue d'Aerschot : du n°1 au n°4
- Rue de Brabant : du n°1 au n°114
- Rue de la Prairie
- Rue de la Rivière
- Rue des Plantes : du n°1 au n°104 (pairs) et jusqu'au n°111 (impairs)
- Rue Linné : du n°1 au n°114 (pairs) et jusqu'au n°101 (impairs)
- Rue Verte : du n°1 au n°80 (pairs) et jusqu'au n°73 (impairs)
- Rue du Chemin de Fer
- Rue Botanique
- Rue de la Poste : du n°1 au n°78 (pairs) et jusqu'au n°39 (impairs)
- Rue Godefroid de Bouillon
- Rue Musin
- Square Victoria Régina
- Avenue Victoria Régina
- Rue Saint-François
- Rue de l'Ascension
- Rue des Secours
- Petite rue des Secours
- Rue Royale : du numéro 208 à 324.
- Passage Charles Rogier

Article 2

§1. L'Ordonnance de police entre en vigueur le jour de sa publication et restera en vigueur jusqu' au 2

septembre 2026.

§2. Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale du 02 avril 2024.

Article 3

§1. Il est interdit, à l'exception des débits de boissons, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter de 22h00 à 06h00 du matin, sept jours sur sept. Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

§2. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique vingt-quatre heures sur vingt-quatre sept jours sur sept. Cette interdiction ne s'applique pas aux installations prévues à cet effet et dûment autorisées telles que les terrasses de débits de boissons, restaurants et snacks.

§3. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à cette interdiction pour des activités qui n'auraient qu'un impact limité, et, ou ponctuel sur l'ordre public et la tranquillité publique, et n'auraient pas pour effet de participer ou encore d'exacerber les troubles publics tels qu'observés dans le périmètre de l'Ordonnance de police. Il peut assortir ces dérogations de toutes conditions qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances. Ces dérogations seront notamment d'application à l'occasion d'événements festifs particuliers.

§4. Par « boisson alcoolisée », il y a lieu d'entendre toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

§5. Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative complémentaire en vue de faire respecter les interdictions formulées par le présent article.

Article 4

§1. Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende administrative pouvant s'élever à 500 euros.

§2. La fermeture administrative à titre temporaire ou définitif de tout établissement pourra être prononcée par le collège des bourgmestre et échevins après avertissement préalable du contrevenant.

Article 5

Les services de police sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance. Ils agiront conformément à la loi sur la fonction de police.

Article 6

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Marie-Rose Laevers

Le Président,
(s) Hatice Özlücanbaz

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 30 avril 2026

Par ordonnance:
La Secrétaire communale,

Marie-Rose Laevers



Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hatice Özlücanbaz, *Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Burgemeester* ;
Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, *Schepenen* ;
Ahmed Medhoune, Philippe Boïketé, Halil Disli, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Pascal Lemaire, Halit Akkas, Seydi Aktas, Nouhayla Loukili, Matchozi Stéphanie Ngongo, Gabriella Mara, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Filip Huyghe, Saïd Benhammou, Aynur Ünver, Yanti Vermeulen, Moustafa Daoud, *Gemeenteraadsleden* ;
Marie-Rose Laevers, *Gemeentesecretaresse*.

Verontschuldigd

Ismail Luahabi, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 29.04.26

#Onderwerp : Politieverordening houdende het verbod op de verkoop en consumptie van alcoholische dranken in de Noordwijk en omgeving #

Openbare zitting**De Raad,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119*bis* en 135, § 2;
Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt;
Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 02 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;
Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;
Gelet op het Besluit van de Minister-President van 27 maart 2026 tot wijziging, wat betreft de invoering van bijkomende bestuurlijke politimaatregelen, van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;
Overwegende dat het voormelde besluit van de Minister-President van 2 april 2024 bepaalde wijken opsomt, waaronder de wijk “Noordstation”, waar de bedreigingen voor de openbare orde bijzonder geconcentreerd zijn;
Overwegende dat het voormelde besluit bijgevolg voorziet in een aantal bestuurlijke politimaatregelen met het oog op de bestrijding van overlast en geweld in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs in deze wijken;
Overwegende dat deze bestuurlijke politimaatregelen die werden ingevoerd door het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024, het voorwerp uitmaakten van verschillende latere verlengingsbesluiten, aangenomen op 1 oktober 2024, 26 februari 2025, 28 augustus 2025 en 2 maart 2026;
Overwegende dat het verbod, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants en bezorgdiensten, om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen tussen 22 uur en 6 uur 's ochtends, zeven dagen op

zeven, het verbod op verkoopautomaten in openbare plaatsen, evenals het verbod op de consumptie van alcoholische dranken op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week, deel uitmaken van de voormelde bestuurlijke politiemaatregelen;

Overwegende dat er immers een reëel verband bestaat enerzijds tussen de consumptie van alcohol en die van verdovende middelen (en bijgevolg de daaraan gekoppelde handel), en anderzijds tussen alcoholconsumptie en gewelddadig gedrag en overlast, volgens het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 maart 2026;

Dat een dergelijk verband zowel wordt aangetoond door studies en statistische gegevens (zie met name, wat het verband betreft tussen alcohol- en drugsgebruik, het “Europees drugsrapport 2025” van het EU-Drugsagentschap, evenals het onderzoeksrapport “Crackgebruik in de openbare ruimte in het Brusselse Gewest”, mede-opgesteld door safe.brussels, de Universiteit Gent en het Instituut voor Sociaal Drugsonderzoek) als door gegevens afkomstig van de politiediensten;

Dat de combinatie van deze twee fenomenen onmiskenbare gevolgen heeft, zowel op het vlak van overlast als van geweld in de openbare ruimte, waardoor een reëel gevoel van onveiligheid ontstaat bij de bevolking, en in het bijzonder bij de bewoners van de Noordwijk;

Dat de voormelde fenomenen aldus een verstoring van de openbare orde vormen, begrepen in al haar componenten, namelijk de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de openbare rust;

Overwegende dat het noodzakelijk is om, overeenkomstig de voormelde besluiten, de exacte geografische perimeter van de “Noordwijk” af te bakenen waarin het verbod – met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants en bezorgdiensten – om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen van 22 uur tot 6 uur ’s ochtends, zeven dagen op zeven, het verbod op verkoopautomaten in openbare plaatsen, evenals het verbod op de consumptie van alcoholische dranken op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week, van toepassing zal zijn;

BESLUIT :

Artikel 1

Deze verordening is van toepassing binnen de hierbij bijgevoegde en afgebakende perimeter, begrensd door :

- Ginestestraat
- Sint-Lazarusplein
- Sint-Lazaruslaan : van nr.1 tot aan het kruispunt met de Kruidtuinlaan
- Rogierplein
- Noordplein : tot aan het kruispunt met de Vooruitgangstraat
- Noordstation elk deel dat zich bevindt op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node
- Aarschotstraat : van nr. 1 tot nr. 4
- Brabantstraat : van nr. 1 tot nr. 114
- Weidestraat
- Rivierstraat
- Plantenstraat : van nr.1 tot nr.104 (even) en tot nr. 111 (oneven)
- Linnéstraat : van nr.1 tot nr.114 (even) en tot nr.101 (oneven)
- Groenstraat : van nr.1 tot nr.80 (even) en tot nr.73 (oneven)
- Spoorwegstraat
- Kruidtuinstraat
- Poststraat : van nr.1 tot nr.78 (even) en tot nr.39 (oneven)
- Godfried van Bouillonstraat
- Musinstraat
- Victoria Reginaplantsoen
- Victoria Reginalaan
- Sint-Franciscusstraat
- Bergopstraat
- Hulpstraat
- Korte Hulpstraat
- Koningsstraat : van nr. 208 tot 324.

- Charles Rogier passage

Artikel 2

§1. De politieverordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking en blijft van kracht tot 2 september 2026.

§2. Zij wordt van rechtswege verlengd, in functie van de herevaluatie en verlenging van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

Artikel 3

§1. Het is verboden, met uitzondering van openbare gelegenheden, restaurants en bezorgdiensten, om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen van 22u00 tot 6u00 's ochtends, zeven dagen per week. Automaten voor de verkoop van alcoholische dranken zijn verboden op openbare plaatsen.

§2. Het is verboden om alcoholische dranken te consumeren op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week.

Dit verbod is niet van toepassing op daarvoor voorziene en naar behoren vergunde installaties, zoals terrassen van drankgelegenheden, restaurants en snacks.

§3. De Burgemeester kan afwijkingen op dit verbod toestaan voor activiteiten die slechts een beperkte en/of occasionele impact zouden hebben op de openbare orde en de openbare rust, en die niet tot gevolg hebben dat zij bijdragen aan of nog versterken van de openbare verstoringen zoals vastgesteld binnen de perimeter van de politieverordening.

Hij kan deze afwijkingen onderwerpen aan alle voorwaarden die hij in functie van de omstandigheden passend acht. Deze afwijkingen zijn met name van toepassing naar aanleiding van bijzondere feestelijke evenementen.

§4. Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) die ethylalcohol of ethanol bevat.

§5. De Burgemeester kan elke bijkomende bestuurlijke politiemaatregel nemen om de verboden opgenomen in dit artikel te doen naleven.

Artikel 4

§1. Inbreuken op deze verordening worden bestraft met een administratieve geldboete die tot 500 euro kan bedragen.

§2. De tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van elke inrichting kan worden beslist door het College van burgemeester en schepenen, na voorafgaande waarschuwing aan de overtreder.

Artikel 5

De politiediensten zijn belast met de uitvoering van deze verordening. Zij handelen in overeenstemming met de wet op het politieambt.

Artikel 6

Een beroep tot nietigverklaring, evenals een eventueel beroep tot schorsing, kan worden ingesteld bij verzoekschrift bij de Raad van State (Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van deze verordening.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaresse,
(g) Marie-Rose Laevers

De Voorzitter,
(g) Hatice Özlücanbaz

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 30 april 2026

In opdracht :
De Gemeentesecretaresse

Marie-Rose Laevers



Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour